



**ÉTABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DÉFENSE DE RENNES**

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conduite d'opération
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes

OBJET DU MARCHÉ

Marché à bons de commandes de travaux d'entretien et de réparations de la
Base de Défense d'Orléans-Bricy.

Lot 1 : Plomberie-sanitaire

Lot 2 : Menuiserie

Lot 3 : Gros œuvre

Lot 4 : Peinture

Lot 5 : Couverture

Lot 6 : Voiries, réseaux divers

Lot 7 : Electricité

PROJET N° 19-008

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....	4
1.2.1 Lots	4
1.2.2 Tranches	4
1.3 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ	5
1.3.1 Sous-traitants de rang 1	5
1.3.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant	5
1.4 TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE	6
1.4.1 Protection du secret	6
1.4.2 Restrictions diverses	6
1.4.3 Contrôle nominatif	7
1.4.4 Contrôle des accès.....	7
1.4.5 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge.....	7
1.5 MAITRISE D'ŒUVRE	7
1.6 MISSION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (SPS)	7
1.7 CONDITION PARTICULIERE D'EXECUTION	8
1.7.1 <i>Clauses sociales</i>	8
1.7.1.1 Publics visés	8
1.7.1.2 Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion	8
1.7.1.3 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion	8
1.7.1.4 La globalisation des heures d'insertion dans le cadre d'une clause sociale d'insertion :	9
1.7.1.5 Le dispositif d'accompagnement des entreprises :	9
1.7.1.6 Difficultés d'exécution	10
1.7.1.7 Conditions d'aménagement de la clause sociale	10
1.7.2 <i>Clauses environnementales</i>	10
1.7.3 <i>Certificats d'économie d'énergie</i>	10
1.8 LANGUE	10
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	10
2.1 PIECES PARTICULIERES	11
2.2 PIECES GENERALES.....	11
2.3 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSIION OU NANTISSEMENT DES CREANCES.....	11
3. PRIX.....	11
3.1 FORME DES PRIX	11
3.2 VARIATION DES PRIX DU BPU	12
3.2.1 <i>Type de variation des prix</i>	12
3.2.2 <i>Mois d'établissement des prix</i>	12
3.2.3 <i>Choix des index de référence</i>	12
3.2.4 <i>Modalités de variation des prix</i>	12
3.3 VARIATION DES PRIX DU CATALOGUE BATIPRIX.....	13
3.4 MODALITES DES PRIX POUR OUVRAGES ELEMENTAIRES NON PREVUS.....	13
4. BONS DE COMMANDE	13
5. MODALITES DE REGLEMENT	14
5.1 BON DE COMMANDE ≤ 90 000 € HT	14
5.1.1 <i>Mentions obligatoires de la facture</i>	14
5.1.2 <i>Transmission de la facture</i>	14
5.2 BON DE COMMANDE > 90 000 € HT	14
5.2.1 <i>Etablissement des états d'acompte</i>	14
5.2.2 <i>Demande de paiement final</i>	15
5.2.3 <i>Décompte général – solde</i>	15
5.2.4 <i>Approvisionnement</i>	16

6.	AVANCE	16
7.	DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES	16
7.1	DELAI (S) D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	16
7.2	PROLONGATION DE(S) DELAI(S) D'EXECUTION	16
7.3	PENALITES	17
7.3.1	<i>Retard dans l'exécution des travaux</i>	<i>17</i>
7.3.2	<i>Pénalités relatives à l'exécution de la clause sociale d'insertion.....</i>	<i>17</i>
7.3.3	<i>Pénalités relatives à l'exécution de la clause environnementale</i>	<i>17</i>
7.3.4	<i>Retard dans la remise du devis.....</i>	<i>18</i>
7.3.5	<i>Retard dans la remise des projets de décompte.....</i>	<i>18</i>
7.3.6	<i>Retard dans la remise des documents à fournir avant, au cours et après exécution</i>	<i>18</i>
7.3.6.1	<i>Avant exécution des travaux</i>	<i>18</i>
7.3.6.2	<i>Pendant l'exécution des travaux</i>	<i>18</i>
7.3.6.3	<i>Après l'exécution des travaux.....</i>	<i>18</i>
7.3.7	<i>Réunions de chantier.....</i>	<i>18</i>
7.3.8	<i>Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux</i>	<i>18</i>
7.3.9	<i>Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier</i>	<i>18</i>
7.3.10	<i>Pénalité pour sous-traitance non déclarée.....</i>	<i>18</i>
7.4	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	19
7.5	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	19
8.	MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ	19
8.1	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	19
8.1.1	<i>Provenance des matériaux et produits.....</i>	<i>19</i>
8.1.2	<i>Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....</i>	<i>19</i>
9.	PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	19
9.1	PERIODE DE PREPARATION	19
9.1.1	<i>Par les soins du maître d'œuvre</i>	<i>20</i>
9.1.2	<i>Par les soins du titulaire / des entrepreneurs.....</i>	<i>20</i>
9.1.2.1	<i>Documents soumis au visa du maître d'œuvre</i>	<i>20</i>
9.1.2.2	<i>Documents non soumis au visa du maître d'œuvre</i>	<i>20</i>
9.1.2.3	<i>Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité.....</i>	<i>20</i>
9.2	MESURES DE SECURITE CONTRE L'INCENDIE	21
9.2.1	<i>Travaux par points chauds - permis de feu.....</i>	<i>21</i>
9.2.2	<i>Protection contre l'incendie.....</i>	<i>21</i>
9.3	MESURES A PRENDRE POUR LES TRAVAUX D'ELECTRICITE	21
9.4	TRAVAUX NON PREVUS.....	21
9.5	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION DES TRAVAUX.	21
10.	CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX	22
10.1	ESSAIS POUR LA VERIFICATION DES RESULTATS.....	22
10.2	GARANTIES PARTICULIERES.....	22
10.2.1	<i>Garantie particulière des systèmes d'imperméabilisation et d'étanchéité</i>	<i>22</i>
10.2.2	<i>Garantie particulière des revêtements plastiques épais pour façades.....</i>	<i>22</i>
10.2.3	<i>Garantie particulière concernant le bardage</i>	<i>22</i>
10.2.4	<i>Garantie particulière du système de protection des structures métalliques et serrureries</i>	<i>22</i>
10.2.5	<i>Garantie particulière des peintures sur maçonneries, enduit</i>	<i>22</i>
10.2.6	<i>Garantie particulière de pièces en matériau de type nouveau.....</i>	<i>23</i>
10.2.7	<i>Garantie particulière concernant les voies de circulation, aires de stationnement, aires de raccordement</i>	<i>23</i>
10.3	GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT	23
11.	REGLEMENT DES LITIGES.....	23
12.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	23

PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

ESID Rennes : Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes

USID : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exécution d'un marché à bons de commande sur bordereaux de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation sur les sites militaires de la Base de Défense d'Orléans-Bricy.

Le périmètre géographique du présent marché correspond au périmètre d'intervention de l'USID. Ce dernier s'étend sur 4 départements 45-28-89-91.

Les sites principaux où auront lieu les interventions sont.

- La Base Aérienne 123 de Bricy (45)
- L'Elément air rattaché de Châteaudun (28)
- Le détachement de la 12ème BSMAT sur Gien (45)
- Le 12 Régiment de Cuirassier à Olivet (45)
- L'immeuble du service de Santé des Armées de Chanteau (45)
- Le Centre national de soutien opérationnel à Orléans (45)

Les sites secondaires auront lieu dans le secteur d'Auxerre (89) et Etampes (91)

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Décomposition du marché

1.2.1 Lots

Les travaux sont répartis en 07 lot(s) définis ci-après. Chaque lot fait l'objet d'un marché distinct.

Lot n° 1: plomberie, sanitaire

Lot n° 2: menuiseries

Lot n° 3: gros-œuvre, plâtrerie

Lot n° 4: peinture, revêtement de sols et murs

Lot n° 5: couverture, charpente

Lot n° 6: VRD

Lot n° 7: électricité

1.2.2 Tranches

Sans objet

1.3 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG/travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

L'accord-cadre étant sans montant minimum ni maximum, le droit à paiement direct prévu par l'article R2193-10 du code de la commande publique est calculé sur la base du montant annuel estimé pour chacun des lots soit, à titre indicatif :

Lot 1 = 750 000 € HT.	Lot 2 = 750 000 € HT.	Lot 3 = 750 000 € HT.	Lot 4 = 500 000 € HT.
Lot 5 = 1 250 000 € HT.	Lot 6 = 2 000 000 € HT.	Lot 7 = 3 000 000 € HT.	

1.3.1 Sous-traitants de rang 1

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- la déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible (selon modèle joint au DCE)
- un extrait Kbis,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale,
- un RIB ou RIP **si le sous-traitant a droit au paiement direct,**
- une caution bancaire **si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct,**
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

1.3.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant

Pour chaque sous-traitant de rang 2 ou suivant présenté, le sous-traitant de rang immédiatement précédant devra fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- la déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible (selon modèle joint au DCE)
- un extrait Kbis,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale,
- une caution bancaire,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

1.4 Travaux intéressant la défense – Mesures de sécurité

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/travaux.

Le présent marché est un marché dit **SENSIBLE**.

1.4.1 Protection du secret

Outre les dispositions de l'article 5 du CCAG/travaux et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans les lieux ou locaux auxquels le titulaire, sans avoir besoin de connaître ces informations classifiées, aura accès pour l'exécution du marché.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- l'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDN/PSE/SSD, relative à la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de ladite instruction ;
- les articles L413-5, L413-7, L413-8 et R413-1 à R413-5 du code pénal.

Par ailleurs le titulaire reconnaît qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du marché, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Pour cela, le titulaire reconnaît avoir fait signer par les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent marché, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- avoir pris connaissance des articles L413-5, L413-7, L413-8 et R413-1 à R413-5 du code pénal ;
- qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire s'engage :

- à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit de déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations.
- à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution.
- à informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité signataire du marché ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

Les personnels devant participer aux prestations du présent marché devront préalablement avoir fait l'objet d'un contrôle élémentaire conformément à l'article 32 de l'instruction générale interministérielle précitée et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site.

Les employés occasionnels et les intérimaires sont autorisés, sous réserve d'avoir rempli les obligations citées dans le paragraphe précédent.

Enfin, si le titulaire découvre un acte de malveillance, il est tenu d'alerter immédiatement le maître d'œuvre.

Si à la suite d'un acte de malveillance, le pouvoir adjudicateur estime que des mesures de sécurité doivent être prises, visant notamment le personnel, l'entrepreneur est tenu de les appliquer sans délai.

Le maître d'œuvre peut exiger l'éviction de toute personne employée par le titulaire.

1.4.2 Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1.4.3 Contrôle nominatif

Une liste nominative du personnel participant au chantier est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste comporte pour chaque personne les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci le maître d'œuvre exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est exclu du chantier.

Le titulaire certifie que tout le personnel qu'il emploie sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

L'ensemble du personnel participant au chantier fait l'objet d'un contrôle élémentaire. A cette fin, le formulaire de contrôle élémentaire « SOPHIA » est à compléter, pour chaque personne, et à retourner à l'officier de sécurité du site, par voie dématérialisée.

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

1.4.4 Contrôle des accès

Tous les personnels devront être munis d'un laissez-passer remis par le maître d'œuvre durant la période de préparation (cf. article 8.1.1. ci-dessous), comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel seront opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

Le titulaire et son personnel ne seront admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titre d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services de sécurité auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

1.4.5 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge

Chaque salarié présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) portera de manière apparente un badge avec les éléments suivants :

- photo
- nom de la personne
- employeur réel (celui assurant le versement de la rémunération)
- qualité de salarié ou de travailleur indépendant.

1.5 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par USID ORLEANS-BRICY (Rue du Bois d'Eau - 45310 BRICY – tél : 02 34 50 46 18 - mail : yoann1.robilin@intradef.gouv.fr) qui est chargée d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Le maître d'œuvre, représenté par le chef de l'USID citée ci-dessus, a délégation pour signer les ordres de service.

Les ordres de service sont adressés en deux exemplaires au titulaire ; celui-ci renvoie immédiatement au maître d'œuvre l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

1.6 Mission Sécurité et Protection de la Santé (SPS)

La coordination générale est assurée par

- le chargé de prévention du site, dont les coordonnées seront communiquées ultérieurement,
- le médecin de prévention, dont les coordonnées seront communiquées ultérieurement.

1.7 Condition particulière d'exécution

1.7.1 Clauses sociales

Le Ministère des Armées, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges de ce marché une clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi obligatoire.

Cette démarche d'insertion est exigée pour les lots n° 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7.

Elle est mise en œuvre et contrôlée par marché. Le titulaire doit réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Ces engagements figurent dans l'acte d'engagement du marché.

1.7.1.1 Publics visés

Les publics visés sont notamment:

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi.
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L 5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, du Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH) être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ, les ETT, et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio-professionnel.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi par le dispositif d'accompagnement mentionné à l'article 1.7.1.5.

1.7.1.2 Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le titulaire doit réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés à l'acte d'engagement, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après:

1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion.

2ème modalité : la mise à disposition de salariés.

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail),
- d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification,
- d'une association intermédiaire.

3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

Dans le cas où l'entreprise attributaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion (CDI ou CDD par exemple), y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citées ci-dessus, les heures travaillées au titre de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées pour toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche et la fin du marché).

1.7.1.3 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé sera effectué.

A cet effet, le titulaire produit, lors de la première réunion de chantier de chaque mois, tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action, notamment le nombre d'heures réalisées ainsi que le nombre total d'heures travaillées sur le chantier.

Le cas échéant, sont également à produire : justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc...

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

Les manquements à ces obligations entraînent l'application de pénalités prévues à l'article 6.3.1.2 du présent C.C.A.P. En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché pour faute du titulaire.

1.7.1.4 La globalisation des heures d'insertion dans le cadre d'une clause sociale d'insertion :

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) concernée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au dispositif d'accompagnement des clauses sociales mentionné à l'article 1.7.1.5, elle peut être déclarée recevable :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du dispositif d'accompagnement.
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion a été vérifiée.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures réalisées, dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte à chacun des marchés, à due proportion.

1.7.1.5 Le dispositif d'accompagnement des entreprises :

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, un dispositif d'accompagnement intervient auprès des entreprises pour :

- informer les entreprises des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion ;
- les assister, durant l'élaboration de leur offre, en matière de dispositif d'insertion ;
- accompagner les entreprises pour définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion, avec le concours des organismes spécialisés en insertion ;
- mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion ;
- fournir la liste des opérateurs locaux de l'insertion pour l'activité économique concernés par le marché ;
- organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés ;
- suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

Le dispositif d'accompagnement peut être sollicité en prenant l'attache du Chargé de mission clauses sociales et emploi :

Maison de l'Emploi du Bassin d'Orléans
M. RICHARD Benoit ou Mme DESSAINT Maguy
18 avenue de la Bolière
BP 86522 - 45100 Orléans Cedex 2

Informations et prise de rendez-vous : 02 38 24 18.03

E-mail : brichard@mdebassinorleans.fr

mdessaint@mdebassinorleans.fr

asaunier@mdebassinorleans.fr

1.7.1.6 Difficultés d'exécution

Le titulaire du marché doit, sous 8 jours calendaires à compter de la survenance des faits, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR des difficultés rencontrées pour exécuter son engagement d'insertion ou dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement pour quelque raison que ce soit.

Dans ce cas, seront étudiées avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs. A défaut du respect de ce délai, le titulaire demeurera soumis au respect de la condition d'exécution pour la période considérée déduction faite des 8 jours précités.

Si les bénéficiaires affectés auprès du titulaire du marché ne donnent pas satisfaction, le titulaire du marché pourra demander leur remplacement auprès de l'opérateur d'insertion qui les aura désignés et/ou changer d'opérateur d'insertion. Il reste que le titulaire demeure lié par son engagement de volume horaire et les objectifs qualitatifs fixés au marché.

1.7.1.7 Conditions d'aménagement de la clause sociale

En cas de difficultés économiques établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause sociale d'insertion.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage peut suspendre ou annuler la clause sociale d'insertion.

Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DIRECCTE ou au juge.

1.7.2 Clauses environnementales

Les mesures relatives aux clauses environnementales portent sur :

- Utilisation de produits avec l'éco label européen en particulier pour les peintures, les revêtements de sols, les nettoyeurs, les tenues des personnels
- Gestion des déchets : application du tri sélectif et du recyclage
- Certification iso 14001

Les modalités de mise en œuvre des dispositions environnementales sont fixées dans le CCTP/DG, §2.8 les produits écolabelisés, et le §2.10 le Traitement des déchets et réduction des nuisances environnementales.

1.7.3 Certificats d'économie d'énergie

Sans objet

1.8 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire au maître d'œuvre et au Représentant du pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le pouvoir adjudicateur, le maître d'œuvre, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 Pièces particulières

- lettre de notification, acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- bordereau de prix unitaires
- le catalogue « Batiprix » volume 1 à 9 en cours de validité à la date de notification du marché ou à la date des reconductions successives du marché
- les bons de commande
- les actes spéciaux de sous-traitance
- cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
 - en cas de marché alloti, pour chaque lot et corps d'état, le CCTP comprend les dispositions générales, et les dispositions particulières au lot et corps d'état concerné ainsi que les plans
 - Le CCTP est assorti des pièces suivantes, jointes à l'offre du titulaire :
 - tableau de renseignements concernant les matériaux utilisés
 - mémoire technique

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3.2.2 :

- cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/travaux) approuvé par arrêté du 8 septembre 2009.

2.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/travaux, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

3. PRIX

3.1 Forme des prix

Le marché comprend :

- des prestations à prix unitaire prévues dans le BPU
- des prestations à prix unitaire non prévues dans le BPU :
 - 1- le prix de ces prestations est alors défini dans le catalogue « BATIPRIX », auquel est appliqué le Coefficient kb défini au BPU du lot concerné.
 - 2- Ou à défaut, par production d'une facture fournisseur, à laquelle est appliqué le Coefficient kh défini au BPU du lot concerné.

3.2 Variation des prix du BPU

3.2.1 Type de variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

3.2.2 Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédant celui de la date de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

3.2.3 Choix des index de référence

Les index de référence (I), choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché, sont :

Lot	Objet du lot	Index	Intitulé de l'index
1	Plomberie-sanitaire	BT 38	Plomberie sanitaire (y compris appareils)
2	Menuiseries	BT 18A	Menuiserie intérieure
3	Gros œuvre	BT 50	Rénovation-entretien tous corps d'état
4	Peinture	BT46	Peinture, tenture, revêtements muraux
5	Couverture	BT01	Tous corps d'état
6	Voiries, réseaux divers	TP01	Index général TP
7	Electricité	BT47	Électricité

Les index sont publiés sur les sites suivant : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-indices/ar/453.html> et <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/theme.asp?id=05>.

Par dérogation aux articles 20.1.4 du CCAG/travaux, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux pénalités.

Par dérogation aux articles 11.5 du CCAG/travaux, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux indemnités de dédit ou d'attente.

Par dérogation aux articles 20.2 du CCAG/travaux, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux primes d'avance.

La formule de variation des prix n'est pas appliquée aux indemnités d'attente de reprise des travaux dues suite à ajournement des travaux, dans l'hypothèse où ces dernières sont fixées contractuellement.

3.2.4 Modalités de variation des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul des acomptes et du solde est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

- dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I de la section technique concernée respectivement au mois zéro et au mois n d'exécution.
- le mois n étant :
 - pour le paiement des acomptes mensuels, le mois d'exécution des travaux
 - pour le paiement du solde, le mois contractuel de fin d'exécution des travaux ou de la tranche concernée.

Les méthodologies appliquées pour l'arrondi du coefficient de révision et le prix révisé sont les suivantes :

Coefficient :

- le coefficient de révision comporte trois décimales ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Prix révisé :

- le prix révisé est arrondi à deux décimales ;

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

3.3 Variation des prix du catalogue BATIPRIX

Les prix sont établis à partir du catalogue « BATIPRIX » et sont révisés de fait par l'évolution des prix du catalogue « BATIPRIX ». Le catalogue faisant foi est le dernier remis par le titulaire au maître d'ouvrage ou la dernière mise à jour du catalogue sur INTERNET. Les prix fixés sur le bon de commande deviennent fermes.

3.4 Modalités des prix pour ouvrages élémentaires non prévus

Dans le cas où la réalisation d'un ouvrage élémentaire nécessite la mise en œuvre d'une fourniture (produit, matériel ou matériaux) non comprise dans la base « BATIPRIX » ou le BPU fourni, le prix de celle-ci [appelée fourniture Hors Bordereau (HB)] est constitué par les quantités et le prix d'achat du titulaire auquel sera appliqué un coefficient d'approvisionnement appelé Kh. Ce coefficient Kh est celui déterminé par le titulaire selon le découpage par poste technique du bordereau de prix. Il est invariant, quel que soit le fournisseur, et comprendra toutes les charges fiscales ou autres frappant les prestations. Ce coefficient est appliqué sur le prix d'achat réel qui sera justifié par la production du devis du fournisseur du titulaire. A titre de vérification, par sondage durant la vie du marché, il peut être exigé du titulaire qu'il présente à la réception des travaux, sa facture d'achat de ces fournitures. La main d'œuvre nécessaire à la mise en œuvre de cette fourniture est prise sur le poste considéré du bordereau de prix « BATIPRIX » (Main d'œuvre générique du corps d'état sans application du coefficient contractuel applicable sur les ouvrages « BATIPRIX »).

4. BONS DE COMMANDE

Chaque demande de travaux fait l'objet d'un bon de commande envoyé par télécopie ou courriel par la personne publique. Les bons de commande sont écrits, signés, datés et numérotés. En cas de groupement, la part de chaque cotraitant est précisée sur chaque bon de commande.

Le bon de commande peut être établi sur la base d'un devis du titulaire, à partir des prix du BPU et du catalogue « BATIPRIX ». Après envoi de la demande de devis par le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai 8 jours pour une demande classique et de 2 jours en urgence, le caractère d'urgence sera clairement indiqué par le maître d'œuvre pour transmettre son devis.

Le bon de commande est assorti, pour valoir pièce contractuelle, de la proposition technique et financière acceptée par la personne publique, et précise notamment :

- la référence du marché ;
- le lieu d'exécution ;
- l'objet et la description des travaux ;
- l'identité du R.P.A. ;
- la date de début d'exécution des travaux, si elle est connue par le R.P.A. ;
- le délai d'exécution des travaux ;
- le montant de la prestation avec décomposition ;
- éventuellement les actes spéciaux désignant les sous-traitants et agréant les conditions de paiement, acceptés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Tout bon de commande notifié pendant la période de validité du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

5. MODALITES DE REGLEMENT

5.1 Bon de commande ≤ 90 000 € HT

En dérogation à l'article 13 du CCAG travaux, le titulaire remet sa demande de paiement sous la forme d'une facture selon les modalités suivantes :

5.1.1 Mentions obligatoires de la facture

La facture doit porter toutes les mentions légales (cf. art. 242 nonies A de l'annexe II au CGI), et notamment :

- la date de facture,
- le numéro d'identification unique, la raison sociale, le SIRET ou SIREN,
- les montants HT et TTC,
- le taux de TVA appliqué et son montant,

ainsi deux informations figurant sur le bon de commande :

- la **référence de l'engagement juridique** (n° d'EJ),
- le **code du Service Exécutant (code SE)** : **D10711K035**.

Il est demandé de joindre à cette facture

- la copie de la 1^{ère} page du bon de commande ou du marché.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Le **sous-traitant** joint à sa facture l'accord pour paiement du titulaire.

5.1.2 Transmission de la facture

Dans le cadre de la modernisation de l'Etat et dans un souci d'améliorer le délai de traitement des factures, l'ESID de Rennes a décidé de s'engager dans la **dématérialisation du traitement de ses factures ou acomptes**.

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus Pro** à l'adresse suivante :



Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. **Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des factures et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.**

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des demandes de paiement sont disponibles directement sur le site, soit en posant une question à l'assistant virtuel, soit en contactant l'assistance utilisateurs (via un formulaire en ligne).

La dématérialisation des demandes de paiement est obligatoire depuis 2017.

5.2 Bon de commande > 90 000 € HT

5.2.1 Etablissement des états d'acompte

Les projets de décompte sont présentés au maître d'œuvre en trois (3) exemplaires conformément aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/travaux, l'entrepreneur remet, avant la fin de chaque mois, au maître d'œuvre un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celle-ci.

Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG/travaux, la notification de l'état d'acompte mensuel par ordre de service par le maître d'œuvre au titulaire doit intervenir dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande de paiement. Par dérogation à l'article 13.2.1 du CCAG/travaux, l'effet de l'actualisation ou de la révision de prix est traité dans un état d'acompte postérieur spécifique dès la connaissance des index de référence définitifs. Si cette notification n'intervient pas dans le délai précité, le titulaire en informe le Représentant du pouvoir adjudicateur qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

Par dérogation à l'article 13.1.8 du CCAG/travaux, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte mensuel envoyé par le titulaire.

En cas de sous-traitance, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION » et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'autoliquidation.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur d'un groupement et par dérogation à l'article 13.5.1 du CCAG/travaux, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION », jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'autoliquidation.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées dans les articles R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le délai global de paiement est de 30 jours. Il court à compter de la date de constatation de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles et au projet de décompte (articles R2192-17).

5.2.2 Demande de paiement final

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG/travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre par tout moyen permettant de donner une date certaine dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le délai global de paiement du décompte final est de 30 jours à compter de la date de notification du projet de décompte final. S'il est constaté l'absence de certaines pièces justificatives, le délai de paiement global sera interrompu jusqu'à réception complète de ces pièces.

En cas d'application de l'article 41.5 du CCAG/travaux, le projet de décompte final est adressé au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours à compter de la notification du procès-verbal constatant la réalisation des prestations.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG/travaux, le désaccord sur les sommes à payer est réglé par les stipulations de l'article 50 dans un délai de 45 jours.

5.2.3 Décompte général – solde

Par dérogation à l'article 13.4.2 du CCAG/travaux, le Représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général un délai de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la transmission du projet de décompte final.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 13.4.2 du CCAG/travaux lorsque la valeur finale des index n'est pas connue à la date d'établissement du décompte général, la révision des prix afférente au solde est notifiée au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la publication des index.

Si le Représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 13.4.2 du CCAG/travaux, le titulaire notifie au Représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 13.3.1 du CCAG/travaux ;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 13.2.1 du CCAG/travaux pour les acomptes mensuels ;
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans un délai de 10 jours à compter de la réception de ces documents, le Représentant du pouvoir adjudicateur notifie le décompte général au titulaire. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 13.4.3 du CCAG/travaux.

Par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 13.4.4 du CCAG/travaux, si, dans un délai de 10 jours, le Représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, cela vaut rejet du décompte et autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent.

En application de l'article 13.4.4 du CCAG/travaux, si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif ; ce mémoire doit être remis au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 50 du CCAG/travaux.

5.2.4 Approvisionnement

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG/travaux, il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnements.

6. AVANCE

Une avance de 5 % est versée au titulaire à la notification du bon de commande, dans les conditions de l'article R2191-3 et R2191-16 du code de la commande publique.

7. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

7.1 Délai (s) d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG/travaux, le délai global d'exécution des travaux objet d'un bon de commande est fixé dans le bon de commande.

Le calendrier détaillé d'exécution sera établi pendant la période de préparation du chantier et deviendra contractuel. Il est élaboré le maître d'œuvre après consultation du titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution. Le calendrier détaillé distingue, le cas échéant, les différents ouvrages.

Ce calendrier devra s'inscrire dans les limites du calendrier prévisionnel joint en annexe du CCTP.

A défaut d'accord sur le calendrier détaillé, le calendrier prévisionnel restera contractuel.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le calendrier détaillé peut être modifié, le cas échéant par le maître d'œuvre, dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 19.2 du CCAG/travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires.

7.2 Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/travaux, en dehors des cas prévus aux articles 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG/travaux, la prolongation du délai d'exécution pourra également résulter d'une décision du Représentant du pouvoir adjudicateur.

Si une mauvaise organisation de la part du titulaire conduit, sous l'effet des intempéries, à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre signifie à l'entreprise la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, sur appréciation du maître d'œuvre, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vent	Pointe 20m/s	1 pointe
Pluie	30 mm/jour	3 jours consécutifs
Température	+ 32°C ou - 5° C	3 jours consécutifs
Neige	5 cm	3 jours consécutifs

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

Centre Départemental Météo France

- ☐ Département 28 = Chartres (28000)
- ☐ Département 45 = Orléans (45000)
- ☐ Département 89 = Auxerre (89000)
- ☐ Département 91 = Étampes (91150)

Afin de pouvoir bénéficier d'une prolongation, le titulaire devra remettre au maître d'œuvre le relevé météo de la station météo précitée sous un mois sous peine de forclusion.

7.3 Pénalités

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG/travaux, les dispositions ci-dessous s'appliquent également en cas de non-respect des délais intermédiaires correspondant aux interventions successives des titulaires de chaque lot, arrêtés dans le planning d'exécution et ses éventuelles mises à jour.

Par dérogation à l'article 20.4. 2^{ème} alinéa, les pénalités sont dues dès le 1^{er} euro sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

7.3.1 Retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité journalière est opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.1 du CCAG/travaux sur les sommes dues au titulaire.

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG/travaux, le montant de cette pénalité est fixé comme suit :

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité journalière sera appliquée sur les sommes dues au titulaire « (montant du bon de cde TTC x nbre de jours de retard) /100 ».

7.3.2 Pénalités relatives à l'exécution de la clause sociale d'insertion

L'absence ou le refus de transmettre tous renseignements utiles (attestation mensuelle d'heures d'insertion adressée par le facilitateur, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action entraîne une pénalité forfaitaire de 45 € par heure d'insertion non réalisée.

7.3.3 Pénalités relatives à l'exécution de la clause environnementale

En cas de non-respect, concernant les mesures relatives aux clauses environnementales, le titulaire subira pour :

- la clause de gestion des déchets (exemple : absence de tri, stockage provisoire des déchets non conforme...) : 500 € par « non-respect » constaté /jour
- la clause pour la réduction de l'impact sur l'eau et le sol (exemple : absence de couverture sur les bennes, non étiquetage des produite en cuve etc., engin non entretenu avec des pertes de fluides) : 500 € par jour et par écart constaté
- la clause pour la réduction de l'impact sur l'air (exemple : engin laissé en fonctionnement pendant une inaction prolongée (30 minutes)) : 500 € par « non-respect » constaté.
- la clause pour la réduction de l'impact sonore (exemple : engins dont les émissions sonores sont supérieures à la réglementation) : 500 € par « non-respect » constaté.

7.3.4 Retard dans la remise du devis

En cas de retard dans la remise d'un devis, une pénalité journalière est opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 100 € par jour calendaire de retard.

7.3.5 Retard dans la remise des projets de décompte

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, il est appliqué une pénalité journalière dont le montant est fixé comme suit :

- pour les décomptes mensuels : 100 €
- pour le décompte final : 100 €.

7.3.6 Retard dans la remise des documents à fournir avant, au cours et après exécution

7.3.6.1 Avant exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents d'exécution nécessaires durant la période de préparation, une pénalité journalière sera opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 250 € par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu pour la période de préparation.

7.3.6.2 Pendant l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents attendus en cours de travaux sur demande du maître d'œuvre, une pénalité journalière sera opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 250 € par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu par ordre de service.

7.3.6.3 Après l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/travaux, l'ensemble des documents prévus à cet article sera remis au plus tard à l'expiration du délai contractuel. En cas de retard dans la remise de ces documents, y compris le DOE, une pénalité journalière de 500 € par jour calendaire de retard sera appliquée tant que l'intégralité de ces documents ne sera pas remise.

7.3.7 Réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise pour la prochaine réunion. Les réunions de chantier sont fixées par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier (à partir de 15 mn de retard) le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200 €.

7.3.8 Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A l'expiration du délai de 30 jours après mise en demeure, les dispositions prévues par l'article 37.2 du CCAG/travaux seront mises en œuvre aux frais du titulaire, sans préjudice d'une pénalité journalière de 100 € par jour calendaire de retard.

7.3.9 Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier

Une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard sera appliquée en cas d'absence de balisage ou de non-respect de la sécurité

7.3.10 Pénalité pour sous-traitance non déclarée

Le Titulaire encourt une pénalité de 1000 € par jour calendaire de retard pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du Représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du Représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

7.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 46.4 1^{er} alinéa du CCAG/travaux, lorsque le Représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne peut prétendre à une indemnité de résiliation.

En revanche, le titulaire a droit à être indemnisé des frais et investissements engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, sous réserve qu'il apporte toutes les justifications.

7.5 Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-1 du code du travail, le titulaire est tenu de fournir tous les 6 mois et pendant toute la durée du contrat, les documents permettant de vérifier la régularité de sa situation en matière de lutte contre le travail dissimulé. Selon que le titulaire soit établi en France ou domicilié à l'étranger, il devra fournir les documents mentionnés aux rubriques F ou G du formulaire NOTI 1 (disponible sous www.economie.gouv.fr).

Conformément au dispositif d'alerte, si le Représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle que le titulaire n'a pas satisfait à ses engagements, il le met en demeure de régulariser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour répondre à la mise en demeure. Si aucune régularisation n'intervient dans un délai de 6 mois, le Représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le contrat sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 46.3 du CCAG/travaux.

8. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

8.1 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

8.1.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

En outre, en application du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996, il est fait interdiction à l'entrepreneur principal, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiantes quelle qu'en soit la variété.

Les cas d'exception temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une « déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et ce en conformité avec les arrêtés du 24 décembre 1996 relatifs pour le premier « au formulaire de déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et pour le second « aux exceptions à l'interdiction de l'amiante ».

8.1.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations éventuelles à apporter aux dispositions du CCAG/travaux et, le cas échéant, au CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

9. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

9.1 Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites ci-dessous.

9.1.1 Par les soins du maître d'œuvre

- délivrance des autorisations d'accès au site
- désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux
- moyens et installations mis à disposition
- approbation du calendrier détaillé d'exécution

9.1.2 Par les soins du titulaire / des entrepreneurs

9.1.2.1 Documents soumis au visa du maître d'œuvre

- établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini à l'article 1.4 du présent CCAP,
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du CCAG/travaux.

Il sera accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages,

- remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des acomptes mensuels,

Par dérogation à l'article 28.2.2 2^{ème} alinéa du CCAG/travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

9.1.2.2 Documents non soumis au visa du maître d'œuvre

- Si chantier réalisé au sein d'une emprise militaire avec contrôle des accès par le ministère des Armées
- remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail dans les armées :

Ministère des Armées
Contrôle général des armées
Inspection générale du travail dans les armées
60, boulevard du général Martial VALIN
75015 PARIS - cedex

(Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur, cotraitant, sous-traitant et travailleur indépendant).

- Si chantier réalisé au sein d'une emprise militaire avec un accès spécifique aménagé directement sur la voie publique et contrôle des accès par les entreprises chargées de l'exécution des travaux]
- remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail :

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE)

- Loiret : DIRECCTE Centre-Val de Loire Unité départementale du Loiret 131 rue du Faubourg Bannier 45000 Orléans
- Eure et loir : DIRECCTE Centre-Val de Loire Unité départementale d'Eure et Loir 13 rue du Docteur Haye CS 70401 2019 CHARTES Cedex
- Yonne : DIRECCTE Bourgogne-Franche comté Unité départementale de l'Yonne 1 rue de Preuilly CS 40013 89010 Auxerre Cedex (Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur, cotraitant, sous-traitant et travailleur indépendant).

9.1.2.3 Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité

- établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévue par les articles L4532-9 et R4532-56 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur cité au 1.7 du présent CCAP.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).

L'absence de remise au coordonnateur du plan particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

- mise au point définitive par les entrepreneurs des installations communes d'hygiène nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de la simultanéité de leur présence sur le chantier.

9.2 Mesures de sécurité contre l'incendie

9.2.1 Travaux par points chauds - permis de feu

En ce qui concerne les travaux par points chauds (opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de meulage, de décapage, de dégivrage, de collage, etc.), le titulaire devra obtenir au préalable l'autorisation du maître d'œuvre qui lui délivrera un permis de feu (demande à effectuer au minimum 48h avant intervention de l'entreprise). Ce dernier sera inséré dans le registre de prévention du chantier.

9.2.2 Protection contre l'incendie

Le titulaire devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant:

- la présence obligatoire, sur le chantier et dans les véhicules, d'extincteurs en état de fonctionnement;
- l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail, le contrôle des mesures de sécurité.

9.3 Mesures à prendre pour les travaux d'électricité

Les personnels ayant en charge des travaux d'électricité devront :

- détenir le recueil UTE C 18-510 lorsqu'ils exercent les fonctions de responsable de consignation de travaux ou d'intervention;
- être en possession des habilitations requises délivrées en fonction de leur qualification.

9.4 Travaux non prévus

Par dérogation aux articles 15.4.1, 15.4.2, 15.4.3 et 15.4.4 du CCAG/travaux, en l'absence d'avenant ou de décision de poursuivre prise par le Représentant du pouvoir adjudicateur et notifiée par ordre de service du maître d'œuvre, le titulaire doit arrêter les travaux lorsque ces derniers atteignent le montant contractuel.

Lorsque la masse des travaux exécutés atteint le montant contractuel, l'entrepreneur doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant contractuel.

L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date à laquelle le montant contractuel des travaux sera atteint. L'ordre de poursuivre les travaux au-delà du montant contractuel, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant la date probable à laquelle les travaux atteindront le montant contractuel.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

A défaut d'ordre de poursuivre, les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

9.5 Documents fournis après exécution des travaux.

Les documents visés à l'article 40 du CCAG/travaux seront fournis, en trois exemplaires papier et un exemplaire informatique sur le support CD.ROM, les documents papiers, validés seront scannés sous format .pdf, les plans sous format .pdf et .dwg microstation.

En dérogation à l'article 40 du CCAG/travaux, le titulaire remettra au maître d'œuvre l'ensemble du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) à la réception des ouvrages.

10. CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/travaux, lorsque la durée d'exécution des prestations objet du bon de commande est inférieure à 5 mois (période de préparation comprise), la certification de service fait vaut réception des travaux.

10.1 Essais pour la vérification des résultats

Les résultats des essais définis au CCTP seront transmis par le titulaire à la maîtrise d'œuvre au plus tard dans les délais précisés dans le BDC ou dans l'OS avant la réception des installations, le maître d'ouvrage étant averti, au plus tard, la veille du début de la réalisation des essais.

Dans le cas où les essais ne se seraient pas réalisés dans le délai prescrit, le Représentant du pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais de l'entrepreneur.

Dans le cas où les résultats des essais ne sont pas satisfaisants, l'entrepreneur, conformément aux articles 41.4 et 41.6 du CCAG/travaux, doit remédier aux imperfections constatées ou faire la preuve que la non obtention du résultat est imputable à une cause indépendante de son installation.

10.2 Garanties particulières

Les garanties particulières engagent le titulaire à effectuer ou à faire effectuer, à ses frais, sur simple demande écrite de la personne publique, toutes les réparations ou réfections nécessaires et à remplacer gratuitement toutes pièces défectueuses pour remédier aux défauts constatés.

10.2.1 Garantie particulière des systèmes d'imperméabilisation et d'étanchéité

Le titulaire garantit la bonne tenue du système d'imperméabilisation et d'étanchéité pendant un délai de 10 an(s) à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants

10.2.2 Garantie particulière des revêtements plastiques épais pour façades

Le titulaire garantit la bonne tenue des revêtements plastiques épais pour façades pendant un délai de 10 an(s) à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants

10.2.3 Garantie particulière concernant le bardage

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection par pré laquage du bardage pendant un délai de 10 an(s) à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants

10.2.4 Garantie particulière du système de protection des structures métalliques et serrureries

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection par peinture des ouvrages métalliques ci-après, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants

- Structures en acier, fer ou fonte pendant un délai de 10 an(s) et son aspect pendant un délai de 10 an(s)
- Structures en acier ayant reçu un revêtement métallique pendant un délai de 10 an(s) et son aspect pendant un délai de 10 an(s)
- Structures réalisées en produits grenailés et peintes de façon automatique pendant un délai de 10 an(s)
- Métaux et alliages non ferreux : pendant un délai de 10 an(s)

10.2.5 Garantie particulière des peintures sur maçonneries, enduit

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de peinture appliqué sur les maçonneries et enduits et son aspect pendant un délai de 10 an(s) à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

10.2.6 Garantie particulière de pièces en matériau de type nouveau

Si le titulaire utilise des pièces en matériau de type nouveau, c'est à dire dont, soit la mise en œuvre n'est pas définie dans un D.T.U., soit les caractéristiques ne correspondent pas à une norme, le titulaire garantit la personne publique contre la mauvaise tenue du matériau, au moins pendant le délai de 5 ans à partir de la date d'effet de la réception des prestations. Cette garantie engage le titulaire, dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du matériau ne serait pas satisfaisante, à le remplacer à ses frais sur simple demande du R.P.A.

10.2.7 Garantie particulière concernant les voies de circulation, aires de stationnement, aires de raccordement

Le titulaire garantit contre l'usure des voies de circulation, aires de stationnement, aires de raccordement pendant un délai de 10 an(s) à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

10.3 Garantie de bon fonctionnement

Les matériels remplacés par le titulaire sont soumis à une garantie de bon fonctionnement de deux (02) ans minimum contre tous vices de fabrication ou défaut tenant notamment à la sécurité des produits. Si des défauts de fonctionnement interviennent durant cette période, le titulaire est tenu d'y remédier à ses frais. En cas de vice caché ou défaut, le R.P.A. se réserve le droit de résilier le marché, d'exiger le remplacement de la marchandise ou de faire réaliser la partie inexécutée du marché aux frais du titulaire. A défaut de conditions de garantie précisées par le titulaire, il est rappelé que les garanties légales s'appliquent, notamment la garantie des articles 1641 et suivants du code civil. En cas de recours à la garantie, les frais de réexpédition, ainsi que toutes les formalités et frais de douanes éventuels, sont à la charge du titulaire. La présente garantie joue sauf en cas de détériorations directement imputables à une utilisation anormale des fournitures ou à un défaut de stockage de la part de l'administration. Début de la garantie Pour toutes prestations effectuées par le titulaire dans le cadre de son marché, les garanties des équipements concernés s'appliquent intégralement à partir du jour de l'admission par l'USID de Bricy. Si un défaut d'entretien caractérisé a entraîné la détérioration d'un appareil, la remise en état ou le remplacement de cet appareil est entièrement à la charge du titulaire.

11. REGLEMENT DES LITIGES

En application de l'article 50 du CCAG/travaux, l'intervention du maître de l'ouvrage est prévue de la façon suivante :

1. Lorsque le titulaire n'accepte pas la proposition du Représentant du pouvoir adjudicateur du marché ou le rejet implicite de sa demande, il doit, sous peine de forclusion, dans un délai de 45 jours, le faire connaître par écrit au Représentant du pouvoir adjudicateur en lui faisant parvenir, le cas échéant, aux fins de transmission au maître de l'ouvrage, un mémoire complémentaire développant les raisons de son refus.

Si un différend survient directement entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, celui-ci doit adresser au maître de l'ouvrage, un mémoire complémentaire développant les raisons de son refus.

2. Si un différend survient directement entre le Représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire, celui-ci doit adresser un mémoire en réclamation à ladite personne aux fins de transmission au maître de l'ouvrage.

3. La décision à prendre sur les différends prévus ci-dessus appartient au maître de l'ouvrage. Si le titulaire ne donne pas son accord à la décision prise, les modalités fixées par cette décision sont appliquées à titre de règlement provisoire du différend, le règlement définitif relevant des procédures contentieuses.

Lorsque le maître de l'ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées aux articles 50.3, 50.4 et 50.6 du CCAG/travaux.

12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP (et du CCTP) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- L'article 1.3 du présent CCAP déroge à l'article 3.6.1.2 du CCAG/travaux
- L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/travaux

- L'article 2.3 du présent CCAP déroge à l'article 4.2 du CCAG/travaux
- L'article 3.2.3 du présent CCAP déroge à l'article 20.1.4 du CCAG/travaux
- L'article 3.2.3 du présent CCAP déroge à l'article 11.5 du CCAG/travaux
- L'article 3.2.3 du présent CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG/travaux
- L'article 5.1 du présent CCAP déroge à l'article 13 du CCAG/travaux
- L'article 5.2.1 du présent CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG/travaux
- L'article 5.2.1 du présent CCAP déroge à l'article 13.2.2 du CCAG/travaux
- L'article 5.2.1 du présent CCAP déroge à l'article 13.2.1 du CCAG/travaux
- L'article 5.2.1 du présent CCAP déroge à l'article 13.5.1 du CCAG/travaux
- L'article 5.2.1 du présent CCAP déroge à l'article 13.1.8 du CCAG/travaux
- L'article 5.2.2 du présent CCAP déroge à l'article 13.3.2 du CCAG/travaux
- L'article 5.2.2 du présent CCAP déroge à l'article 50 du CCAG/travaux
- L'article 5.2.3 du présent CCAP déroge à l'article 13.4.2 du CCAG/travaux
- L'article 5.2.3 du présent CCAP déroge à l'article 13.4.4 du CCAG/travaux
- L'article 5.2.4 du présent CCAP déroge à l'article 11.3 du CCAG/travaux
- L'article 7.1 du présent CCAP déroge à l'article 19.1.1 du CCAG/travaux
- L'article 7.2 du présent CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG/travaux
- L'article 7.3 du présent CCAP déroge à l'article 20.1 du CCAG/travaux
- L'article 7.3 du présent CCAP déroge à l'article 20.4 2^{ème} alinéa du CCAG/travaux
- L'article 7.3.1 du présent CCAP déroge à l'article 20.1 du CCAG/travaux
- L'article 7.3.6.3 du présent CCAP déroge à l'article 40 du CCAG/travaux
- L'article 7.4 du présent CCAP déroge à l'article 46.4 1^{er} alinéa du CCAG/travaux
- L'article 9.1.2.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.2.2 2^{ème} alinéa du CCAG/travaux
- L'article 9.4 du présent CCAP déroge à l'article 15.4.1 du CCAG/travaux
- L'article 9.4 du présent CCAP déroge à l'article 15.4.2 du CCAG/travaux
- L'article 9.4 du présent CCAP déroge à l'article 15.4.3 du CCAG/travaux
- L'article 9.4 du présent CCAP déroge à l'article 15.4.4 du CCAG/travaux
- L'article 9.5 du présent CCAP déroge à l'article 40 du CCAG/travaux
- L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG/travaux